

Point de Presse du Conseil d'Etat

28 août 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Région transfrontalière	4
Convention pour la réalisation du projet « Covoiturage et mobilité dans le bassin lémanique »	4
Genève-Confédération	5
Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales	5
Remise de comprimés d'iode en cas d'accident dans une centrale nucléaire	5
Gestion des appareils électriques et électroniques : oui à la révision de l'ordonnance	6
Genève favorable à la révision totale de la loi sur le transport de marchandises	6
Genève	7
Infrastructures pénitentiaires : engagements tenus	7
Plage publique des Eaux-Vives : le projet adapté va de l'avant	8
EMS : indemnités fixées pour la période 2014-2017	9
Soutien à diverses entités actives dans le domaine du handicap	9
Physiothérapeutes (régime sans convention) : valeur du point des prestations fixée	10
Centre universitaire romand de médecine légale : règlement modifié	11
Compagnie générale de navigation sur le lac Léman : contrat de prestations signé	11
Prolongement du TCOB à Bernex-Vailly	11
Autorisation de pompage à des fins d'usage hydrothermique	12
Aide financière à deux organismes culturels du domaine du cinéma	12
Soutien au développement du curling à Genève	12
Protéger les raisins du chapardage	13
Changements d'élus municipaux en juillet et août 2013	13
Condoléances suite au décès de M. Michel Viala	14
Entrée en vigueur de lois	15
Agenda des invitations à la presse	17

Région transfrontalière

Convention pour la réalisation du projet « Covoiturage et mobilité dans le bassin lémanique »

Le Conseil d'Etat a décidé d'adhérer à la convention intitulée « Covoiturage et mobilité dans le bassin lémanique », permettant ainsi de mettre en œuvre le [projet INTERREG IV France-Suisse](#). Il s'agit d'apporter une réponse commune à la problématique des déplacements transfrontaliers, en particulier ceux des pendulaires, en complément aux transports publics. Ce projet réunit le Groupement local de coopération transfrontalière Transports publics transfrontaliers (GLCT Transports publics), le Conseil Général de l'Ain, celui de la Haute-Savoie, ainsi que les cantons de Vaud, de Genève et du Valais, de même que l'association Chablais Région.

Cette convention permet d'instaurer un programme d'actions commun en vue de développer les pratiques de covoiturage à l'échelle transfrontalière, notamment en rendant compatibles techniquement les différentes plateformes de covoiturage existantes, en harmonisant la signalétique de part et d'autre de la frontière et en améliorant les rabattements en transports collectifs sur les parcs-relais P+R.

Le covoiturage constitue en effet un mode de déplacement alternatif encore insuffisamment utilisé, qui permet de fluidifier le trafic et de diminuer la pollution. Pour les usagers, il est aussi un moyen économique et pratique de se déplacer en permettant la répartition des coûts entre plusieurs automobilistes.

*Pour toute information complémentaire : M. Alexandre Prina, direction générale de la mobilité, DIME,
☎ 022 546 78 25.*

Genève-Confédération

Rencontre avec la députation genevoise aux Chambres fédérales

Dans la perspective de la session d'automne des Chambres fédérales, qui se tiendra du 9 au 27 septembre prochains, le Conseil d'Etat a reçu les membres de la députation genevoise au Conseil national et au Conseil des Etat dans le cadre d'un déjeuner de travail.

Lors de cette rencontre traditionnelle ont notamment été abordées les thématiques suivantes : les négociations entre la Suisse et l'Union européenne sur la fiscalité cantonale des entreprises, la convention de double-imposition avec la France, la révision de la loi fédérale sur l'assurance-maladie visant à compenser les primes trop versées, l'aile est de Genève aéroport ou encore les mesures d'accompagnement de la libre-circulation des personnes.

Remise de comprimés d'iode en cas d'accident dans une centrale nucléaire

Le Conseil d'Etat s'est prononcé en faveur de la révision partielle de l'[ordonnance sur les comprimés d'iode](#), mise en [consultation](#) par le Département fédéral de l'intérieur (DFI).

L'ordonnance prévoit que dans les zones situées à plus de 20 km d'une centrale nucléaire, des comprimés d'iodure de potassium soient remis à la population dans les 12 heures suivant l'ordre de distribution. Ces comprimés sont destinés à empêcher que de l'iode radioactif, dégagé lors d'un accident dans une centrale, se fixe dans le corps humain. Le Conseil d'Etat approuve un assouplissement de cette règle. Le DFI propose en effet de distinguer :

- une zone située entre 20 km et 100 km d'une centrale nucléaire, pour laquelle la remise doit être garantie dans les 12 heures (comme actuellement), ou si cela n'est pas possible, de procéder à une remise aux ménages à titre préventif ;
- une zone située à plus de 100 km pour laquelle la remise doit être garantie dans les 24 heures.

Genève se trouve à environ 80 km de la centrale du Bugey. Dès lors, une réflexion doit être conduite ces prochains mois pour déterminer le mode de remise choisi par le canton.

*Pour toute information complémentaire : M. Christian Robert, pharmacien cantonal, DARES,
☎ 022 546 51 88.*

Gestion des appareils électriques et électroniques : oui à la révision de l'ordonnance

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une [consultation](#) menée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC) sur la révision de l'[ordonnance fédérale sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et électroniques \(OREA\)](#). Ce projet vise trois objectifs :

- améliorer le système de financement de l'élimination des appareils ;
- adapter les procédés d'élimination à l'état actuel de la technique ;
- élargir la liste des catégories d'appareils soumis à l'OREA (harmonisation avec la législation européenne).

Cependant, si le Conseil d'Etat salue ces avancées, il souhaite que l'ordonnance soit complétée ou corrigée sur certains points. En particulier, les collectivités publiques devraient être représentées au sein des organes décisionnels des organismes gérant la collecte et le recyclage des déchets électriques et électroniques afin d'assurer un juste équilibre entre les priorités économiques, environnementales et sociales. De plus, l'OREA devrait également viser à prévenir la production de ces déchets, en favorisant l'éco-conception et la réutilisation.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques Martelain, directeur du service de géologie, sols et déchets, DIME, ☎ 022 546 70 70.

Genève favorable à la révision totale de la loi sur le transport de marchandises

Le Conseil d'Etat a répondu à une [consultation](#) du Département fédéral de l'environnement, de l'énergie et de la communication (DETEC) sur la révision totale de la [loi sur le transport de marchandises \(LTM\)](#). Il se rallie à la prise de position de la Conférence des directeurs cantonaux des transports publics (CTP), qui s'est déclarée favorable à cette stratégie visant à encourager le transport ferroviaire de marchandises en Suisse.

Le Conseil d'Etat précise cependant sa position sur un certain nombre de points. Genève demande en particulier que les cantons soient impliqués dans l'élaboration des différents documents de planification en matière de transport de marchandises, évoqués dans le cadre du projet de loi. Il est en effet important de tenir compte des diversités locales comme le caractère fortement transfrontalier du canton de Genève. La spécificité des marchandises dangereuses doit aussi être prise en compte dans la planification, en lien avec l'aménagement du territoire.

Les modalités à même de garantir la non-concurrence entre transport de marchandises et de voyageurs doivent être également précisées par la Confédération.

Le Conseil demande enfin au DETEC de préciser la stratégie de la Confédération sur le rôle de CFF Cargo et son devenir.

Pour toute information complémentaire : M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 03.

Infrastructures pénitentiaires : engagements tenus

Dans la droite ligne de la planification de la détention 2012-2022 qu'il avait présentée le 23 novembre 2012 (voir [communiqué](#)), le Conseil d'Etat transmet aujourd'hui au Grand Conseil deux demandes de crédits en vue de concrétiser deux éléments phares de son programme. Ceux-ci devraient ainsi pouvoir être réalisés dans les délais annoncés, pour autant que le parlement adopte les projets de loi qui lui sont soumis.

La première demande porte sur un crédit d'étude d'un montant de 19,5 millions de francs en vue de réaliser et d'équiper un établissement fermé d'exécution de sanctions pénales de 450 places sur le site pénitentiaire rive gauche, situé sur le territoire de la commune de Puplinge. La construction projetée, appelée précédemment « Brenaz III », porte désormais le nom d'établissement Pré-Marquis, du nom du lieu-dit où elle se situera. Le projet de loi précise que les études devront permettre de réaliser l'ouvrage pour un investissement n'excédant pas 270 millions de francs, afin de permettre son intégration dans la planification des investissements de l'Etat.

Cet établissement concordataire servira à accueillir dans des conditions conformes aux exigences en matière d'exécution de sanctions pénales les condamnés du concordat latin. En outre, il permettra d'accueillir les condamnés genevois qui aujourd'hui subissent leur peine à la prison de Champ-Dollon, par manque de places d'exécution de sanctions pénales. Rappelons que la prison de Champ-Dollon est équipée pour la détention avant jugement et ne remplit donc pas les exigences de l'exécution des sanctions pénales, en particulier en ce qui concerne l'obligation de travail des détenus et les activités visant à préparer leur réinsertion et à réduire les risques de récidive. Ce nouvel établissement permettra donc au canton de Genève de résorber le problème de la surpopulation de Champ-Dollon, de diminuer le nombre de détenus qu'il est contraint de placer dans les autres cantons concordataires, ainsi que de remplir ses obligations concordataires vis-à-vis des autres cantons latins.

Ce projet est partiellement financé par la Confédération, qui fixe les normes à respecter en matière de constructions pénitentiaires. Le financement s'élève à 35% des frais reconnus. Le projet est inclus dans la planification concordataire et fédérale.

Le projet est positionné sur le site dans le but d'optimiser l'éloignement des zones habitées (Puplinge, Choulex, Belle-Idée) et d'avoir la meilleure proximité vis-à-vis des autres sites pénitentiaires (Curabilis, Champ-Dollon, Brenaz I et Brenaz+100), ce qui permettra de générer d'importantes synergies et de réduire sensiblement les coûts d'investissement et de fonctionnement.

Les études devront permettre de concevoir un bâtiment rationnel et moderne, dans le respect des normes fédérales. Sa conception et ses aménagements extérieurs limiteront au maximum les nuisances acoustiques et lumineuses à l'égard du voisinage. Il est aussi prévu d'optimiser l'accueil du personnel (agents de détention, travailleurs sociaux et service médical) et des visiteurs (familles, avocats). La conception énergétique du bâtiment tiendra compte des aspects environnementaux et valorisera les processus naturels.

Si ce crédit d'étude est adopté rapidement par le Grand Conseil, les travaux de construction de l'établissement Pré-Marquis devraient débuter en mars 2015, permettant ainsi la remise des locaux aux utilisateurs au deuxième semestre de l'année 2017.

70 millions de francs pour agrandir La Brenaz

Parallèlement, le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un autre projet de loi ouvrant un crédit d'investissement de 69,954 millions de francs en vue d'agrandir de 100 places de l'établissement La Brenaz et de l'équiper pour la détention administrative.

Conformément à la planification pénitentiaire, ces 100 places devraient être réalisées d'ici 2015. Elles s'ajouteront aux 68 places actuelles de La Brenaz, établissement pour l'instant dédié à l'exécution de peines. Les 100 nouvelles places seront conçues de manière à permettre, à terme, d'y exécuter des mesures de détention administrative.

Toutefois, en attendant la mise en service du nouvel établissement de Pré-Marquis, fin 2017, la totalité des 168 places de l'établissement de La Brenaz servira à l'exécution de peines, afin de désengorger la prison de Champ-Dollon. Selon la planification de la détention du gouvernement, La Brenaz sera ensuite destinée à la détention administrative, ce qui permettra la fermeture des établissements de Frambois et Favra.

La participation financière de la Confédération à la construction et à l'aménagement d'établissements de détention cantonaux destinés à l'exécution de la détention administrative est prévue par les dispositions d'exécution relatives à la [modification de la loi sur l'asile du 14 décembre 2012](#), adoptée en [votation populaire le 9 juin 2013](#). Les modalités exactes de ce financement font actuellement l'objet d'une consultation. On évalue toutefois que la subvention fédérale devrait s'élever à 60% des montants reconnus.

Les travaux devraient démarrer début 2014, dès l'entrée en vigueur de la nouvelle base légale du financement fédéral. La réalisation répondra aux critères de haute performance énergétique et est conçue pour limiter au maximum les nuisances sonores et acoustiques.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, en contactant Mme Rafaële Gross, chargée de communication, DU, ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25, ou M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, en contactant M. Laurent Forestier, secrétaire général adjoint chargé de communication, DS, ☎ 022 327 94 12 ou 079 240 83 67.

Plage publique des Eaux-Vives : le projet adapté va de l'avant

Le Conseil d'Etat a réitéré le 24 juillet dernier (voir [point de presse](#)) sa volonté de répondre aux attentes du public en matière d'amélioration de l'offre de lieux de baignade lacustres en créant dès que possible une vaste plage publique, populaire et gratuite. S'inscrivant dans le cadre des diverses mesures déjà mises en œuvre pour valoriser le Léman et ses rives, cet aménagement doit permettre de rendre les quais genevois encore plus conviviaux, tout en dégagant de nouvelles perspectives pour mettre en valeur les joyaux du paysage que sont le lac et la rade.

Afin d'atteindre ces objectifs dans les délais les plus restreints, le Conseil d'Etat a renoncé à recourir contre la décision de justice du 28 juin 2013 annulant l'autorisation de construire délivrée en 2010 en faveur de la future plage publique aux Eaux-Vives pour privilégier la réalisation d'un projet adapté, prenant en compte toutes les modifications requises.

Ce projet va de l'avant et une planification de ses principales étapes est désormais arrêtée. Celle-ci prend notamment en compte la réalisation préalable d'une étude avec une évaluation de l'ensemble des éléments pertinents (objectifs, localisation, variantes envisageables, emprise) et, le cas échéant, la modification de l'affectation des zones qui seront concernées. Conformément à ce calendrier, une nouvelle plage publique de qualité et répondant à toutes les exigences requises pourrait être inaugurée dès l'été 2019.

Plus de détails sur http://etat.geneve.ch/dt/eau/plage_publicque_eaux_vives-878-5108.html.

Pour toute information complémentaire : Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat, DIME, ☎ 022 327 96 01.

EMS : indemnités fixées pour la période 2014-2017

Le Conseil d'Etat a approuvé un projet de loi accordant les indemnités inhérentes aux contrats de prestations des 51 établissements médico-sociaux (EMS) du canton pour les années 2014 à 2017. Le montant total des indemnités allouées aux 51 EMS est de 506,892 millions de francs pour les années 2014 à 2017, soit en moyenne 126,723 millions par année.

Ce projet de loi vise à reconduire les contrats de prestations de la période quadriennale 2010-2013. Il est conforme, d'une part, aux dispositions prévues par la [loi sur les indemnités et aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#) et, d'autre part, s'inscrit dans le cadre de la [loi fédérale sur l'assurance maladie du 18 mars 1994 \(LAMal\)](#) quant à la participation cantonale aux coûts des soins reconnus dans les EMS.

Par ces contrats de prestations, le gouvernement réaffirme sa volonté de poursuivre la politique de prise en charge des personnes âgées dépendantes de notre canton en permettant des soins et un hébergement de qualité pour les personnes âgées concernées et définit, pour les années 2014 à 2017, les modalités d'octroi des indemnités qui leur sont accordées. Cette politique nécessite à la fois que le canton se dote des moyens dont il a besoin afin de relever les défis que lui impose le vieillissement de la population, mais aussi que les coûts inhérents à cette politique soient économiquement supportables pour la collectivité.

En 2013, les EMS du canton de Genève comptent près de 3760 lits. Au terme de la période 2014-2017, le nombre de lits atteindra 4080 (soit 320 de plus), conformément à la planification sanitaire et médico-sociale établie par le canton eu égard à l'évolution démographique et des besoins inhérents aux personnes âgées dépendantes de notre canton.

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 45.

Soutien à diverses entités actives dans le domaine du handicap

Le Conseil d'Etat a adopté des projets de lois accordant des indemnités de fonctionnement à diverses entités actives dans le domaine du handicap.

Fondation Cap Loisirs

Le gouvernement a ainsi attribué un montant annuel de 994'257 francs pour les années 2014 à 2017 à la [Fondation Cap Loisirs](#).



Cette fondation œuvre en faveur du développement de l'autonomie et de l'intégration sociale de personnes mentalement handicapées. Elle organise des séjours et des week-ends, met en place des projets d'animation, d'ateliers et d'exposition et prodigue un accompagnement adapté aux personnes handicapées, ainsi qu'un soutien à leur entourage.

Pro Infirmis



Le Conseil d'Etat a par ailleurs accordé un montant annuel de 298'247 francs pour les années 2014 à 2017 au service cantonal genevois de l'[Association Pro Infirmis](#).

Cette association encourage l'autonomie des personnes en situation de handicap. Pour ce faire, elle offre à la population genevoise des prestations d'aide et de conseils visant, dans la mesure du possible, à garantir le maintien de ces personnes dans leur milieu de vie.

Pro mente sana

Enfin, l'association Pro Mente Sana s'est vu accorder un montant annuel de 203'802 francs pour les années 2014 à 2017.



Cette association œuvre en faveur de la promotion et de la défense des intérêts et des droits généraux des personnes atteintes ou souffrant de troubles psychiques. Elle prodigue des conseils juridiques et psychosociaux et contribue à l'information et à la sensibilisation du public et des autorités par le biais de publications, de cours et de conférences.

Ces trois aides financières s'inscrivent dans le cadre du programme public E 01 « [Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes handicapées](#) ».

Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 19.

Physiothérapeutes (régime sans convention) : valeur du point des prestations fixée

Les négociations menées entre les assureurs et l'association Physiogenève en vue de réévaluer la valeur du point tarifaire (VPT) des prestations de physiothérapie n'ont pas abouti en raison de positions trop divergentes.

La VPT actuelle de 99 centimes n'ayant pas été réévaluée depuis 14 ans, le Conseil d'Etat a estimé que la requête de l'association Physiogenève concernant une indexation au moins partielle était justifiée sur le principe.

En tenant compte de tous les éléments d'appréciation disponibles, le Conseil d'Etat a donc fixé la VPT dans un règlement, selon les modalités suivantes :

- 1,03 franc dès le 1^{er} janvier 2013 ;
- 1,04 franc dès le 1^{er} janvier 2014 ;
- 1,05 franc dès le 1^{er} janvier 2015.

Ces valeurs tarifaires se situent à un niveau intermédiaire entre les estimations des assureurs et les revendications des physiothérapeutes. Le montant de 1,03 franc correspond en outre au montant négocié par l'Association des physiothérapeutes indépendants avec certains assureurs dans le cadre de procédures parallèles. Leur impact sur les primes reste mesuré et acceptable. Pour le tarif de 1,05 franc, il se monte à 6,25 francs par année, soit 52 centimes par mois et par assuré.

Pour toute information complémentaire : M. Adrien Bron, directeur général de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 15.

Centre universitaire romand de médecine légale : règlement modifié

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement du centre universitaire romand de médecine légale. Cette révision tient compte de la nouvelle entité Vaud-Genève mise en place à compter du 1^{er} octobre 2007 et de légères modifications apportées à la loi sur les cimetières le 26 avril 2013.

Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Bolle, secrétaire général adjoint, DS, ☎ 022.327.92.11

Compagnie générale de navigation sur le lac Léman : contrat de prestations signé

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi accordant une aide financière de 10,08 millions de francs au groupe CGN SA pour les années 2014 à 2018.

Ce projet de loi ratifie le premier contrat de prestation quinquennal entre l'Etat et la [Compagnie générale de navigation sur le lac Léman \(CGN\)](#) assurant un financement pérenne de l'offre de base touristique fournie par le groupe CGN SA au canton de Genève, soit :

- Les Belles rives genevoises : croisières d'une heure dans la rade genevoise ;
- La ligne Genève-Nyon-Yvoire-Lausanne et retour, permettant une correspondance pour le Haut-Lac (Bouveret).

Ce projet de loi est le dernier d'une série de lois votées par le Grand Conseil, ayant permis de soutenir progressivement l'assainissement de la CGN et la réforme de ses structures.

Suite à la réorganisation adoptée en assemblée générale extraordinaire le 16 mai 2012, l'ancienne CGN a été transformée en un groupe CGN SA, avec deux filiales détenues à 100% par le groupe : CGN SA, chargée de l'exploitation de toute la flotte, et CGN Belle Epoque SA, propriétaire de la flotte « Belle Epoque ». Cette dernière n'a aucun employé et met à disposition sa flotte à CGN SA en vue de son exploitation.

Les trois cantons de Vaud, Valais et Genève détiennent aujourd'hui ensemble 56,13% du capital du groupe. De son côté, la Fondation Pro Vapore (fondée par l'Association des Amis des bateaux à vapeur du Léman – ABVL) détient 22,32 % des actions.

Le contrat de prestations conclu entre l'Etat et la CGN s'inscrit également dans la « stratégie 2020 » de la CGN, adoptée récemment par son conseil d'administration, dont ressort notamment l'objectif de conclure des contrats de prestations avec chaque canton et avec les autorités françaises concernées.

Pour toute information complémentaire : M. Michaël Flaks, directeur général de l'Intérieur, DIME, ☎ 022 327 96 03.

Prolongement du TCOB à Bernex-Vailly

Le Conseil d'Etat a répondu à un courrier de l'Association pour la qualité de vie à Bernex et Confignon concernant le prolongement du tram TCOB à Bernex-Vailly. Cette dernière souhaite que tout soit mis en œuvre pour que ce prolongement de tram soit réalisé pour fin 2014, tel que prévu initialement. L'association fait également état des subventions fédérales liées au projet d'agglomération subordonnées à un échéancier qui ne pourrait plus être tenu avec ce report de travaux.

Dans sa réponse, le Conseil d'Etat indique qu'il est en train de réexaminer le calendrier des prochaines réalisations tout en prenant en compte la capacité financière de l'Etat. Il confirme que ce prolongement de tram fait partie des projets prioritaires de l'Etat. Le gouvernement précise que la Confédération a décidé de ne plus imposer la réalisation à une période donnée. Le cofinancement ne serait par conséquent pas mis en péril si la réalisation de ce projet était reportée.

Pour toute information complémentaire : M. Benoît Pavageau, directeur des transports collectifs, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 03.

Autorisation de pompage à des fins d'usage hydrothermique

Le Conseil d'Etat a autorisé le pompage d'eau souterraine à raison de 1000 litres par minute dans la nappe du Rhône à des fins d'usage hydrothermique (pompe à chaleur eau/eau) dans le cadre d'un projet de construction de l'entreprise Losinger Marazzi SA sur la commune de Satigny.

Pour toute information complémentaire : M. Gabriel de los Cobos, service de géologie, sols et déchets, DIME, ☎ 022 546 70 75.

Aide financière à deux organismes culturels du domaine du cinéma

Le Conseil d'Etat a adopté un arrêté octroyant une aide financière d'un montant total de 70'000 francs à deux organismes actifs dans le domaine de la diffusion artistique.

Une aide de 40'000 francs est accordée pour l'année 2013 à l'Association [Cinématou](#) – Genève, organisatrice du [Festival international du film Animatou](#) (5-13 octobre 2013). L'Association Cinématou propose au public genevois, et notamment aux élèves du département de l'instruction publique, de la culture et du sport, des œuvres d'animation peu diffusées par les circuits ordinaires, qui reflètent la diversité et la richesse des techniques d'animation.



Une aide de 30'000 francs est par ailleurs attribuée pour l'année 2013 à la [Lanterne magique – Genève](#), qui a pour objectif de faire découvrir le cinéma aux enfants de 6 à 12 ans en projetant chaque mois un film dans deux salles genevoises, de septembre 2013 à juin 2014.

En attribuant ces aides à des organismes soucieux de proposer une offre culturelle aux élèves du canton, le Conseil d'Etat entend favoriser la sensibilisation du jeune public à la culture.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

Soutien au développement du curling à Genève



Le Conseil d'Etat a attribué un soutien financier de 30'000 francs sur le fonds de l'aide au sport à la société coopérative [Curling Tivoli – Curling Club de Genève](#) pour l'acquisition d'une centaine de nouvelles pierres de curling.

Cet achat est rendu impératif dans le cadre de la prochaine mise en fonction de la nouvelle halle de curling de Sous-Moulin. Il permet de répondre aux normes exigées pour l'organisation du [World Curling Tour](#) et d'assurer le statut de centre national de Swisscurling pour la région romande.

*Pour tout complément d'information : M. Olivier Mutter, directeur du service cantonal du sport, DIP,
☎ 022 327 94 80.*

Protéger les raisins du chapardage

Le Conseil d'Etat a décrété la mise à ban du vignoble genevois à partir du lundi 16 septembre 2013 jusqu'à la fin des vendanges. Conformément à l'article 17 de la [loi sur la viticulture](#), le Conseil d'Etat arrête chaque année avant la vendange la mise à ban, en accord avec l'Interprofession viti-vinicole. Le [règlement d'application de la loi sur la viticulture](#) stipule notamment que « durant la période de mise à ban, l'accès aux vignes est interdit sans autorisation écrite de l'exploitant » (art. 24, al. 4).



La surveillance est assurée par les agents de la direction générale de la nature et du paysage, avec le concours des agents municipaux et des gardes récoltes. Des amendes seront dressées aux contrevenants.

*Pour toute information complémentaire : M. Daniel Rinolfi, direction générale de l'agriculture, DIME,
☎ 022 388 71 71.*

Changements d'élus municipaux en juillet et août 2013

Dans le courant des mois de juillet et août 2013, le service des votations et élections a effectué des changements d'élus municipaux dans trois communes genevoises.

En l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, des élections complémentaires par dépôt prioritaire conformément à l'article 164 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#) ont eu lieu dans trois communes.

- **Confignon** : Mme Lillia Marini est élue sans scrutin sur la liste « Les Démocrates-Chrétiens », suite à la démission de M. Didier Queloz.
- **Grand-Saconnex** : Mme Alvina Garcia Martin a été élue sans scrutin sur la liste « Les Verts Grand-Saconnex », suite à la démission de Mme Carole Studer-Amman.
- **Vernier** : M. Martin Staub a été élu sans scrutin sur la liste « Parti socialiste suisse », suite à la démission de Mme Maria Gaulin.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 09.*

Condoléances suite au décès de M. Michel Viala

C'est avec une profonde tristesse que le Conseil d'Etat a appris le décès de M. Viala, dont la personnalité fraternelle et rebelle a donné au public romand le goût d'un théâtre à la fois provocateur, sensible et direct. Il a ainsi tenu à exprimer à ses proches toute l'estime qu'il lui porte.

M. Viala s'inscrit dans le droit-fil de ces auteurs, pour qui le théâtre était autant un moyen de réveiller les consciences que de divertir le public. Ses voyages, ses rencontres et les expériences qu'il a vécues ont aiguisé le regard qu'il portait sur la Suisse et ses institutions, sans rien enlever à sa générosité humaine. Homme de plume autant que de scène, Michel Viala a su toucher tous les publics bien au-delà de nos frontières.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTREE EN VIGUEUR
Loi du 07.06.2013 modifiant la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève (LRGC) (B 1 01) (Adaptations à la nouvelle constitution, modifications prioritaires) (L11084)	GC	Dimanche 6 octobre 2013
Loi du 07.06.2013 sur les traducteurs-jurés (LTJ) (I 2 46) (L11057)	CE	Samedi 31 août 2013 (lendemain de la publication dans la FAO)
Loi du 07.06.2013 modifiant la loi concernant l'encouragement à la stabilisation des jardins ouvriers par l'Association genevoise du Coin de Terre (L09557)	CE	Samedi 31 août 2013 (lendemain de la publication dans la FAO)
Loi du 07.06.2013 autorisant la cession à Palexpo SA d'un dépôt souterrain au sein de la PPE dite « extension de Palexpo » (lot PPE n° 3.02 - feuillet n° 1465-8 de la commune du Grand-Saconnex), et autorisant la conversion d'un prêt accordé à la Fondation mixte pour la création d'une salle polyvalente de spectacles en capital-actions de Palexpo SA (L11109)	CE	Samedi 31 août 2013 (lendemain de la publication dans la FAO)
Loi du 07.06.2013 de boucllement de la loi 8818 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 40'000'000F pour financer le 5ème programme quadriennal (2003-2006) de renouvellement des équipements des Hôpitaux universitaires de Genève (L11119)	CE	Samedi 31 août 2013 (lendemain de la publication dans la FAO)
Loi du 07.06.2013 de boucllement de la loi 7512 ouvrant un crédit d'investissement de 40'000'000F au titre de subvention pour financer le plan informatique des Hôpitaux universitaires de Genève (L11125)	CE	Samedi 31 août 2013 (lendemain de la publication dans la FAO)

Loi du 07.06.2013 de boucllement de la loi 8817 ouvrant un crédit au titre de subvention cantonale d'investissement de 40'000'000F pour financer le 2ème programme quadriennal (2003-2006) de consolidation de l'infrastructure technique, des logiciels et des services nécessaires à l'exploitation du système d'information des Hôpitaux universitaires de Genève (L11126)	CE	Samedi 31 août 2013 (lendemain de la publication dans la FAO)
Loi du 07.06.2013 modifiant la loi sur la création d'un fonds destiné à la lutte contre la drogue et la prévention de la toxicomanie (LFLD) (E 4 70) (L11092)	CE	Samedi 31 août 2013 (lendemain de la publication dans la FAO)
Loi du 07.06.2013 modifiant la loi sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes (LAPM) (F 1 07) (L11104)	CE	Dimanche 1 ^{er} septembre 2013

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
3 septembre 10h00	Surveillance du marché du travail	Salle de l'Auditeur de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DSE	Laurent Paoliello ☎ 079 935 86 75
10 septembre 10h00	Inauguration de la première étape de rénovation du CO de Budé	CO de Budé 4, chemin du Briquet 1209 Genève (à confirmer)	DU DIP	Rafaèle Gross ☎ 022 327 94 24 ou 076 313 01 25 May Piaget ☎ 022 546 69 18
12 septembre 10h00	Réseaux de transports collectifs genevois : satisfaire des usagers toujours plus nombreux et préparer l'agglomération ferroviaire	Salle des Fiefs de l'Hôtel de Ville 2, rue de l'Hôtel-de-Ville 1204 Genève	DIME	Yann Gerdil-Margueron ☎ 076 383 59 44
13 septembre 10h00	Cérémonie du bouquet de chantier de la 6 ^e étape du CMU	CMU 1, rue Michel-Servet 1206 Genève	DU	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72
15 septembre dès 11h00	Partie officielle de la Fête des vendanges à Russin	Ferme Pitttet 1281 Russin	DARES	Anna-Karina Kolb ☎ 022 327 90 60
17 septembre 9h30	Collaboration interinstitutionnelle à Montbrillant (cii'm)	Office cantonal de l'emploi 16, rue des Gares	DSE	Laurent Paoliello ☎ 079 935 86 75
19 septembre 10h00	Présentation du projet de budget 2014 de l'Etat de Genève	Salle de l'Alabama 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	CE	Nicolas Merckling (CHA) ☎ 022 327 90 80
26 septembre 10h	Evénement anniversaire Label « 1+ pour tous »	(sera fixé ultérieurement)	DSE	Florence Forget ☎ 022 388 2437